

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Fourniture d'isolateurs pour préparations pharmaceutiques, de prestations de maintenance, de consommables et d'équipements associés

N° du CCAP : 2025-05

Groupe Hospitalier Bretagne Sud
Cellule Marchés de Territoire
Direction des Achats et de la Logistique

5 avenue de Choiseul

BP 12233

56322 LORIENT

Tél : 02.97.06.97.73

Mail : cellulemarches@ghbs.bzh

Plateforme : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat.....	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 - Type d'accord-cadre.....	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	4
2 - Pièces contractuelles	5
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	5
4 - Durée et délais d'exécution	5
4.1 - Durée du contrat.....	5
5 - Prix	6
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	6
5.2 - Modalités de variation des prix	6
5.3 – Offre de prix promotionnels	7
6 - Garanties Financières.....	8
7 - Avance.....	8
7.1 - Conditions de versement et de remboursement	8
7.2 - Garanties financières de l'avance	8
8 - Modalités de règlement des comptes	8
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	8
8.2 - Présentation des demandes de paiement.....	8
8.3 - Délai global de paiement	9
8.4 - Paiement des cotraitants	9
9 - Conditions d'exécution des prestations	9
9.1 - Conditions de livraison.....	9
9.2 - Formation du personnel	10
10 - Développement durable	10
11 - Constatation de l'exécution des prestations	10
11.1 OPERATIONS DE VERIFICATION DES EQUIPEMENTS	11
11.1.1 MISE EN SERVICE.....	11
11.1.2 L'ADMISSION ET DEPART DU DELAI DE GARANTIE	11
11.2 OPERATIONS DE VERIFICATION DES FOURNITURES AUTRES QUE LES	11
EQUIPEMENTS.....	11
11.2.1 VERIFICATION QUANTITATIVE	11
11.2.2 VERIFICATIONS QUALITATIVES	11
12 - Garantie et maintenance des équipements	12
12.1 LA GARANTIE CONTRACTUELLE - DUREE DE LA PERIODE DE GARANTIE CONTRACTUELLE ..	12
a) Etendue des prestations pendant la période de garantie contractuelle.....	12
b) La maintenance pendant la période de garantie contractuelle	12
c) La maintenance curative pendant la période de garantie contractuelle	12
d) La remplacement du matériel	12
12.2 LES CONTRATS DE MAINTENANCE PROPOSES A L'ECHEANCE DE LA PERIODE DE GARANTIE ..	12
CONTRACTUELLE.....	12
a) Le contrat de maintenance curative	13
b) Le contrat « maintenance tout risque »	13
c) Le contrat « maintenance préventive »	13
12.3 LES EXCLUSIONS DE GARANTIE	13
12.4 LES MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE	13
a) Documentation technique générale	13

b) Accès – Consignes	13
c) Comportement des personnels du titulaire.....	13
d) Compte-rendu – Rapport d’intervention.....	14
e) Maintenance en atelier.....	14
f) Durée des interventions	14
g) Programme d’exécution.....	14
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	14
14 - Echanges électroniques	14
15 – Pénalités	14
15.1 - Pénalités de retard.....	15
15.2 - Pénalités de dépassement du délai maximal de correction de défaut pour une panne bloquante	15
15.3 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance	15
15.4 - Pénalité pour travail dissimulé	16
16 - Assurances	16
17 - Clause de réexamen.....	16
18- Résiliation du contrat.....	17
18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	17
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	17
19 - Règlement des litiges et langues	18
20 - Comptable assignataire	18
21 – Dérogations.....	18

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

Fourniture d'isolateurs pour préparations pharmaceutiques, de prestations de maintenance, de consommables et d'équipements associés.

Le Groupe Hospitalier Bretagne Sud (GHBS) lance une consultation en vue de permettre l'acquisition de 2 isolateurs simples et 2 isolateurs doubles. L'installation de ces équipements serait décomposée de la manière suivante : 1 isolateur simple en 2026 et les autres dans le cadre du projet ICBS 2027/2028. Le projet ICBS (Institut de Cancérologie Bretagne Sud) consiste en la restructuration et l'extension du service oncologie existant aujourd'hui au GHBS.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

A titre indicatif, vous trouverez ci-dessous une projection du volume de consommables commandés avec l'installation des nouveaux isolateurs :

	2024 Quantités commandées	2026 Estimatif	2027 Estimatif
Agent stérilisant - Peroxyde d'hydrogène H2O ²	96	120	144
Sac poubelle stériles Biosafe 100 (50l)	336	450	540
Manchette double épaisseur	8	10	12
Manchon protection gant	8	10	12
Joint Torique gant	8	10	12
Joint Manchette	8	10	12

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) pour la partie « accessoires »
- Le bordereau des prix pour la partie maintenance (curative/préventive)
- Le catalogue des prix du fournisseur avec montant de la remise applicable sur toute la durée du marché
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat
- L'offre technique et financière du titulaire

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Toutes les informations relatives au fonctionnement du Groupe Hospitalier Bretagne Sud (GHBS) ou concernant les usagers pris en charge dans les services de l'établissement venues à la connaissance des professionnels de l'entreprise chargée de l'exécution du présent contrat, sont strictement couvertes par le SECRET PROFESSIONNEL (en vertu de l'article 226-13 du code pénal et de l'article L1110-4 du code de la santé publique). En conséquence, l'entreprise contractante s'engage à prendre toute précaution utile afin de préserver la confidentialité et la sécurité des informations ainsi concernées, et notamment d'empêcher qu'elles ne soient communiquées, par tous moyens, à des personnes non autorisées, extérieures à l'hôpital, publiques ou privées, physiques ou morales. Par dérogation à l'article 5.1 du CCAG/FCS, en cas de violation professionnel ou de non respect des dispositions susvisées, le GHBS pourra prononcer la résiliation immédiate du contrat, sans indemnité compensatrice en faveur du titulaire de ce contrat.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

« L'entreprise prestataire devra respecter strictement toutes les obligations résultant des textes et se conformer aux protocoles internes à l'établissement, en matière de sécurité et de maîtrise du risque infectieux, ceci, tant vis à vis de leurs personnels que vis à vis des personnels du Groupe Hospitalier Bretagne Sud (GHBS), des usagers, des visiteurs, des matériels et locaux. A ce titre, le titulaire s'engage à organiser la formation de ses personnels, les thèmes abordés portant notamment sur les connaissances de base sur le risque infectieux en milieu hospitalier (environnement microbien, précautions standard). Cette formation sera actualisée aussi souvent que nécessaire ».

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une **durée maximale de 16 ans** compte tenue de la durée de vie optimale d'un équipement fixé à 12 ans et décomposé de la manière suivante :

ISOLATEURS : les bons de commande relatifs à l'acquisition des isolateurs ne pourront être émis qu'au cours des 2 premières années de l'accord-cadre à partir de la date de notification du marché.

Cette période de commande pourra être reconduite tacitement 2 fois par an.

En cas de non reconduction de cette période de commande le GHBS informera le titulaire 2 mois avant l'échéance de la première période de 2 ans ou avant l'échéance de la première reconduction, par tout moyen matériel ou dématérialisé.

PRESTATIONS ASSOCIEES : les bons de commande relatifs aux prestations associées à l'équipement (maintenance, consommables, équipements complémentaires, formation), pourront être émis pendant toute la durée de vie de l'équipement acquis dans le cadre du présent marché, soit pendant une durée de 12 ans.

En effet, la fourniture de consommables et les prestations de maintenance et formation sont en réalité des prestations « captives » du fournisseur des équipements.

Le GHBS se réserve cependant la possibilité de résilier à tout moment l'accord-cadre notamment si les prestations associées à l'équipement sont susceptibles de faire l'objet d'une nouvelle concurrence.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Le prix de l'achat d'un équipement comprend :

- La livraison (transport) de l'équipement et ses accessoires/prestations identifiés dans le bon de commande ;
- L'installation et la mise en service, lorsque celles-ci sont incluses ;
- La formation des utilisateurs dans les conditions prévues à l'article 9.2 du présent CCAP, lorsque celle-ci est incluse ;
- La garantie contractuelle minimale de deux ans (maintenance préventive obligatoire incluse = 2/an, soit 4 au total) et l'extension de garantie le cas échéant ;

5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix révisés P1 se déterminent par application des formules paramétriques suivantes :

- Pour l'achat des équipements, $P1 = P0 * (0,15 + 0,85 * IPPE1 / IPPE0)$
- Pour les prestations de services, $P1 = P0 * (0,15 + 0,85 * PRESTA1 / PRESTA0)$
- Pour les consommables, $P1 = P0 * (0,15 + 0,75 * IPPC1 / IPPC0 + 0,1 * TRANS1 / TRANS0)$

P1 représentent les prix révisés

P0 représentent les prix initiaux où :

- Pour la seconde année d'exécution du marché, les prix de référence du marché présentés dans l'offre constituent les prix initiaux P0.
- À compter de la troisième année d'exécution du marché, les prix de référence du marché de l'année précédente constituent les nouveaux prix initiaux P0.

IPPE est la valeur moyenne semestrielle de l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – A17 C3 – Équipements électriques, électroniques, informatiques, machines - Identifiant 010764026.

Source : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764026>

La valeur de l'indice IPPE1 est la moyenne semestrielle des 6 derniers indices disponibles à la date de la proposition de révision éventuelle.

PRESTA est la valeur moyenne semestrielle de l'indice de prix de production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés – CPF 33 – Réparation et installation de machines et d'équipements – Identifiant 010765550 <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010765550>

La valeur de l'indice PRESTA1 est la moyenne semestrielle des 6 derniers indices disponibles à la date de la proposition de révision éventuelle.

IPPC est la valeur moyenne semestrielle de l'indice de prix de production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés – A21 C – Produits manufacturés – Identifiant 010765060

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010765060>

La valeur de l'indice IPPC1 est la moyenne semestrielle des 6 derniers indices disponibles à la date de la proposition de révision éventuelle.

TRANS est la valeur moyenne semestrielle de l'indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – A17 HZ – Transports et entreposage – Identifiant 010545931

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766351>

La valeur de l'indice TRANS1 est la moyenne semestrielle des 6 derniers indices disponibles à la date de la proposition de révision éventuelle.

Les conditions économiques initiales fixant les prix de référence du marché présentés dans l'offre sont :

Indice de référence	IPPE	IPPC	PRESTA	TRANS
Indices INSEE	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – A17 C3 – Équipements électriques, électroniques, informatiques, machines	Indice de prix de production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés – A21 C – Produits manufacturés	Indice de prix de production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés – CPF 33 – Réparation et installation de machines et d'équipements Prix de base	Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – A17 HZ – Transports et entreposage
Identifiant INSEE	010764026	010765060	010765550	010766351

Pour les révisions annuelles, les prix de référence du marché de l'année précédente sont réputés établis sur la base de conditions économiques de l'année précédente. Ils correspondent en conséquence aux indices IPPE1, MAINT1, IPPC1 et TRANS1 de l'année précédente. Celles-ci sont fixées à date anniversaire en fonction du/des dernier(s) indice(s) connu(s).

La valeur des indices est la moyenne semestrielle des 6 derniers indices disponibles à ces dates.

En tout état de cause, la mise en œuvre des formules de révision ne fait pas obstacle à ce que les parties s'accordent pour limiter la hausse des prix résultant de l'application de ces formules.

Les demandes de révision à l'initiative du titulaire parvenues au pouvoir adjudicateur postérieurement à la date prévue au présent alinéa ne seront pas examinées par le pouvoir adjudicateur et le titulaire sera considéré comme ayant renoncé à solliciter une révision des prix pour la période considérée.

Le bordereau des prix unitaires ainsi que l'ensemble des calculs ayant permis sa détermination devront être joints à la demande de révision.

Clause de butoir : les prix sont ajustés par référence aux prix d'origine au mois de la remise de l'offre (ou au moment de la dernière révision) sans que l'évolution ne dépasse 1.5 % par an.

Clause de sauvegarde : si la clause butoir ci-dessus n'est pas respectée, le pouvoir adjudicateur peut demander au titulaire, soit :

- . de surseoir à l'application de la révision de prix ;
- . un geste commercial en modérant la hausse dans des proportions qui ne dépasseraient pas le pourcentage susmentionné.

A défaut d'accord entre les deux parties, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier la partie non exécutée des prestations du marché par lettre recommandée avec accusé de réception, au minimum 30 jours avant la date d'entrée en vigueur des nouveaux prix sans que le titulaire puisse prétendre à une indemnité.

Le titulaire du marché s'engage, sous peine de forclusion, à notifier ses nouveaux tarifs (ou son nouveau barème) au pouvoir adjudicateur avec un préavis de 2 mois avant la date prévue pour l'application de l'ajustement.

Lorsqu'un ajustement a été effectué provisoirement en utilisant une référence antérieure à celle qui doit être appliquée, il n'est procédé à aucune variation avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte du marché suivant la parution de la référence correspondante.

5.3 – Offre de prix promotionnels

Les prix peuvent évoluer à l'initiative du titulaire, avec l'accord du GHBS et à la baisse, dans le cadre d'offres de prix promotionnels.

A l'occasion de ces offres promotionnelles, le titulaire pourra notamment proposer un (ou des) équipement(s) d'occasion reconditionné(s), sous condition que l'équipement d'occasion ou reconditionné soit identique en termes de modèle et de caractéristiques techniques à celui notifié dans le cadre de l'accord-cadre et que s'appliquent à celui-ci les mêmes garanties et conditions de maintenance que celles du présent accord-cadre.

Le titulaire doit adresser dans les meilleurs délais, par mail au GHBS, le tarif promotionnel. Il précise la durée de validité de la promotion et la désignation précise des spécialités concernées.

La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion et se substituent automatiquement aux prix contractuels pendant la période définie.

Les factures émises sur la base des nouveaux prix doivent faire explicitement référence au tarif promotionnel qui fait partie des pièces justificatives de la dépense à transmettre au comptable public.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix du marché sont ceux à nouveau en vigueur.

L'offre de prix promotionnelle peut ne pas faire l'objet d'un avenant dès lors que le GHBS a formalisé par voie électronique son accord sur l'offre.

6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le

cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Le numéro **SIRET** qui identifiera le GHBS en tant que destinataire de la facture : **265 613 349 00140** ;
- Le code service **DAL + n° du bon de commande** (7 chiffres).

Les demandes de paiement doivent être à l'entête du :

GHBS - Direction Achats et Logistique - 5 avenue de Choiseul - 56100 LORIENT

Le paiement des prestations forfaitaires s'effectuera annuellement, à terme échu, au 1er décembre, au prorata temporis la première année.

Le paiement des prestations sur bon de commande s'effectuera après la réalisation de chaque prestation.

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

9.1 - Conditions de livraison

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

a) Bordereau de livraison :

Les livraisons sont obligatoirement accompagnées d'un bordereau de livraison indiquant :

- Le nom du titulaire,
- La date d'expédition,
- L'objet de la livraison (sur chaque colis, avec la quantité),
- Le numéro de l'accord-cadre,
- Le numéro du bon de commande,
- Le lieu de livraison,
- La personne ou le service en charge de valider la livraison,
- Le numéro de série pour les équipements

b) Délai de livraison :

Le point de départ du délai d'exécution est celui de la date de notification du bon de commande, entendue comme la date à laquelle le bon de commande est reçu par le titulaire.

Les délais contractuels de livraison sont ceux prévus dans l'offre du titulaire.

9.2 - Formation du personnel

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations.

a) Formation initiale et continue des utilisateurs :

Est à la charge du Titulaire la formation (utilisation, entretien courant et contrôles qualité internes périodiques) des différentes équipes du service utilisateur. Un plan de formation complet sera transmis au pouvoir adjudicateur. Ce plan de formation doit impérativement comprendre :

- Une partie théorique sur l'utilisation de l'équipement ou sur l'actualisation des connaissances
- Une partie pratique comprenant à la fois l'utilisation technique de l'équipement en routine, le procédé de nettoyage et entretien de l'équipement, des démonstrations pratiques permettant à l'utilisateur de manier l'automate et d'exécuter des opérations de remplissage concrètes;
- La fourniture des documents permettant l'exploitation routinière des équipements : notice d'emploi en langue française, protocole de nettoyage-désinfection, nomenclature des consommables et accessoires, références des interlocuteurs commerciaux et techniques.

Il sera précisé le nombre maximum de personnes par session de formation.

Le bon déroulement de cette formation fait l'objet d'une évaluation tripartite : utilisateurs ou leur représentant, Titulaire et la pharmacie. Dans le cas où l'évaluation fait apparaître des insuffisances, une nouvelle campagne de formation est planifiée.

b) Formation des techniciens pour la maintenance de niveau 2 et 3 :

Est également à la charge du Titulaire la formation de 2 techniciens du service biomédical, à la maintenance de niveau 2 et 3

Cette formation sera réalisée soit sur site ou dans les locaux de la société retenue. Elle sera comprise dans l'offre de base.

Elle comprendra :

- L'organisation en lien avec le responsable du service,
- La fourniture des documents d'utilisation, identiques à ceux procurés aux utilisateurs, et les documents techniques complets (descriptifs, schémas, éclatés, nomenclature des pièces gammes de maintenance et de contrôle, ...), sur support papier et informatique (format .pdf, Word et/ou Excel). Ces documents resteront la propriété de l'établissement et seront réservés à un usage interne exclusivement ; ils ne pourront en aucun cas être communiqués à des tiers sauf demande ou autorisation du Titulaire.

Dans sa proposition, le Titulaire inclura les coûts détaillés et identifiés de cette formation, ainsi que le contenu pédagogique et les modalités pratiques d'exécution (délais, lieux, durée, organisation). La période d'exécution de cette formation est à négocier avec le service biomédical mais devra intervenir au plus tard à la fin de garantie.

10 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

- acheminement et provenance des pièces "détachées",
- conditionnement des équipements, des consommables et des pièces détachées puis de reconditionnement de ceux-ci,
- mode de déplacement des personnels de la société,
- stratégie de la société dans le cadre du développement durable ,
- bilan carbone de la société.

11 - Constatation de l'exécution des prestations

Si des travaux d'installation sont commandés au Titulaire, les opérations de vérifications des travaux et celles des équipements seront menées de façon distincte, avec un procès-verbal d'admission et un procès-verbal de réception définitive distincts.

11.1 OPERATIONS DE VERIFICATION DES EQUIPEMENTS

Par dérogation aux articles 28 et 30 du CCAG FCS, les opérations de vérification des équipements se déroulent de la façon suivante.

11.1.1 MISE EN SERVICE

A une date choisie d'un commun accord entre le fournisseur et le bénéficiaire, il sera procédé aux opérations tendant à vérifier que les équipements présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans les documents particuliers du marché et de l'offre du titulaire.

A l'issue de la période de vérification de 30 jours, l'établissement bénéficiaire dispose d'un délai maximal de quinze jours calendaires pour notifier par écrit au titulaire, avec un certificat de mise en service, sa décision d'admission de l'équipement.

Si le résultat de la vérification est positif, l'établissement prend une décision d'admission de l'équipement.

Si le résultat de la vérification est négatif, l'établissement prend une décision écrite qu'il notifie au titulaire, soit :

- d'ajournement avec vérification de la régularité de service pendant une période supplémentaire maximale de quinze jours ;
- d'admission avec réfaction ;
- de rejet, après que le titulaire a été mis à même de présenter des observations.

Si l'établissement ne notifie pas sa décision dans le délai de quinze jours calendaires mentionné ci avant, le résultat de la vérification est considéré comme positif et les prestations sont réputées admises.

Lorsque l'établissement estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire dispose d'un délai de trente jours à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être évacuées par l'établissement, aux frais du titulaire.

Les prestations rejetées, dont la garde dans les locaux de l'acheteur présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

Le soumissionnaire proposera des sociétés capables de réaliser les qualifications nécessaires à la mise en service de l'équipement dans le cadre réglementaire.

11.1.2 L'ADMISSION ET DEPART DU DELAI DE GARANTIE

Si les points précédents ne font mention d'aucune réserve, l'établissement bénéficiaire établit et signe un procès-verbal d'admission et de mise en service dont un exemplaire est remis au titulaire.

La garantie contractuelle du Titulaire prendra effet à la date indiquée sur ce procès-verbal.

L'admission emporte transfert de propriété de l'équipement à l'établissement bénéficiaire.

11.2 OPERATIONS DE VERIFICATION DES FOURNITURES AUTRES QUE LES EQUIPEMENTS

11.2.1 VERIFICATION QUANTITATIVE

Ces opérations de vérification sont effectuées lors de la livraison des fournitures dans les conditions prévues à l'article 28.1 du chapitre V du CCAG. Elles consistent à vérifier la conformité entre la quantité définie sur le bon de commande et celle portée sur le bon de livraison ainsi que celle effectivement livrée.

Ces vérifications sont effectuées sous 48H00 à compter de la livraison.

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la commande, l'établissement bénéficiaire peut mettre le titulaire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans les délais qu'il prescrira.

En cas de non-conformité entre la quantité livrée et le bordereau de livraison, le dit bordereau et son duplicata seront rectifiés, sous la signature des deux parties ou de leur représentant.

11.2.2 VERIFICATIONS QUALITATIVES

Ces opérations de vérification sont effectuées lors de la livraison des fournitures dans les conditions prévues à l'article 28.1 du chapitre V du CCAG FCS. Elles consistent à vérifier la conformité des références listés sur le bon de commande et les références livrées, la conformité technique des produits et notamment sa qualité, le conditionnement, l'étiquetage.

Ces opérations sont effectuées dans le délai de **1 mois** à compter de la livraison des fournitures.

La livraison est réputée admise en cas de silence de l'établissement adhérent après ce délai.

Par dérogation à l'article 28.1 du chapitre V du CCAG FCS, en cas de livraison d'un produit de substitution sans accord préalable de l'établissement coordonnateur, le produit peut être rejeté sans condition de délai.

Si les fournitures ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être remplacées immédiatement par le titulaire sur demande écrite de l'établissement adhérent qui toutefois peut accepter les fournitures avec réfaction de prix.

12 - Garantie et maintenance des équipements

12.1 LA GARANTIE CONTRACTUELLE - DUREE DE LA PERIODE DE GARANTIE CONTRACTUELLE

Tous les articles fournis par le Titulaire bénéficient d'une garantie d'une durée contractuelle, pièces, main d'œuvre et déplacements de 24 mois minimum (maintenance préventive obligatoire incluse = 2/an, soit 4 au total).

La garantie contractuelle du matériel démarre à la date de signature du PV de mise en service.

a) Etendue des prestations pendant la période de garantie contractuelle

Durant la période de garantie contractuelle, le Titulaire doit une garantie totale, pièces, main d'œuvre, déplacement et frais de port couvrant tout vice de fabrication, contrôle de performance et de fonctionnement de son matériel **afin de permettre une continuité d'activité à l'établissement.**

Cette garantie couvre également les frais consécutifs de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériels nécessaires.

Pour les logiciels embarqués dans les équipements, sont incluses les évolutions logicielles à fonctionnalité identique, incluant notamment les corrections de bugs, l'évolution des versions et le changement des systèmes d'exploitation.

Toute intervention du Titulaire et/ou de ses sous-traitants d'une durée égale ou supérieure à deux jours ouvrés pendant la période de garantie prolongera d'autant le délai initial de la garantie et peut donner lieu à l'application des pénalités prévues à l'article relatifs aux pénalités du présent CCAP.

Si le Titulaire décide de fournir des pièces détachées, celles-ci seront des pièces neuves d'origine.

Le Titulaire s'engage à signaler par écrit à l'établissement bénéficiaire, toute réparation de matériel vétuste ou en mauvais état qui ne garantit pas le bon fonctionnement immédiat de l'appareil.

b) La maintenance pendant la période de garantie contractuelle

Le nombre annuel de visites préventives gratuites pendant la période de garantie doit au moins correspondre à la fréquence annuelle de visites préventives préconisée par le fabricant.

Le candidat renseignera dans son offre, le nombre d'année(s) de garantie du produit concerné, sans limite haute mais avec une durée minimum de 2 ans. Le candidat peut proposer et valoriser une extension de garantie de 12 mois et préciser dans son offre, le nombre de fois (période de 12mois) pour laquelle cette extension de garantie est applicable.

A l'expiration de la durée de validité de la garantie visée au présent article, la maintenance des matériels pourra être réalisée par une extension de garantie de 12 mois, aux conditions proposées dans le BPU.

Chaque intervention de maintenance préventive donnera lieu à un rapport d'intervention transmis à l'Établissement.

c) La maintenance curative pendant la période de garantie contractuelle

Le délai de rétablissement de base est fixé à 48h pour une panne dite « simple », si ce délai devait être dépassé, le titulaire du marché doit en informer l'établissement dans les meilleurs délais.

Le Titulaire devra impérativement mentionner le délai maximum contractuel de remise en parfait état de fonctionnement, ceci constituant une obligation de résultat à sa charge. Ce délai court à compter de la date et de l'heure de l'appel téléphonique émanant de l'établissement bénéficiaire, ou à défaut de la date et heure de transmission d'un courriel.

Pendant la durée de garantie, si le Titulaire ne donne pas suite aux demandes d'intervention corrective qui lui sont faites ou ne remplit pas ses obligations de maintenance curative, l'établissement se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues au présent CCAP.

d) La remplacement du matériel

Si tout ou partie du matériel ne peut être réparé et que la mise en jeu de la garantie est fondée, le

Titulaire le remplace par un matériel identique neuf, dans les plus brefs délais et sans aucune plus-value financière ni aucun frais à quelque titre que ce soit.

12.2 LES CONTRATS DE MAINTENANCE PROPOSES A L'ECHEANCE DE LA PERIODE DE GARANTIE CONTRACTUELLE

A l'échéance de la période de garantie contractuelle, l'établissement bénéficiaire pourra bénéficier de différents niveaux de prestations de maintenance.

a) Le contrat de maintenance curative

Ce contrat couvre les mêmes prestations que celles relatives à la maintenance curative exigée dans la garantie contractuelle ou dans l'extension de garantie éventuelle.

Ce contrat donne accès au support technique du Titulaire.

Le contrat de maintenance curative doit inclure à minima :

- La gestion d'un équipement de prêt en cas de panne
- La réparation de l'équipement
- Le remplacement des pièces défectueuses
- Le coût du technicien

Le Titulaire s'engage à fournir un équipement de prêt dans les conditions prévues dans le marché et le BPU.

b) Le contrat « maintenance tout risque »

Ce contrat couvre les mêmes prestations que celles relatives au contrat de maintenance curative, incluant des opérations de vérification préventives annuelles.

Cette vérification préventive annuelle consiste à minima à :

- Réaliser une analyse et un nettoyage complet de l'équipement
- Contrôler l'ensemble des éléments mécaniques et électriques de l'équipement
- Remplacer les pièces d'usure
- S'assurer du bon fonctionnement de l'équipement
- Mettre à jour les logiciels, si nécessaire

c) Le contrat « maintenance préventive »

La ou les visites préventives doivent être planifiées dès le début d'année en fonction des contraintes des parties.

Celle(s)-ci sera/seront à planifier en début d'année entre le bénéficiaire et le titulaire

Ce contrat couvre les prestations prévues dans les documentations techniques et au BPU.

La maintenance préventive annuelle consiste à minima à :

- Réaliser un contrôle et un nettoyage complet de l'équipement
- Contrôler l'ensemble des éléments mécaniques et électriques de l'équipement
- Remplacer les pièces d'usure
- S'assurer du bon fonctionnement de l'équipement
- Mettre à jour le logiciel, si nécessaire.

La visite préventive annuelle pourra être réalisée sur le site de l'établissement.

12.3 LES EXCLUSIONS DE GARANTIE

Le titulaire nous fournira les exclusions de garantie

12.4 LES MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE

a) Documentation technique générale

La documentation technique générale sera établie en langue française.

Elle sera remise au service biomédical sous format pdf lors de la mise en service de l'équipement et mise à jour par le Titulaire en cas de modification des appareils ou équipements.

b) Accès – Consignes

Le personnel du Titulaire chargé des opérations de maintenance devra notifier au préalable sa venue sur site, lorsqu'il réalisera la maintenance sur le site de l'établissement.

Dès son arrivée dans l'établissement, il se présente au service biomédical.

Le personnel du Titulaire a accès aux matériels ou équipements sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité applicables au service concerné.

Il doit pouvoir justifier de son appartenance à l'entreprise Titulaire de l'accord-cadre.

c) Comportement des personnels du titulaire

Les personnels habilités du Titulaire sont seuls autorisés à assurer la maintenance des matériels ou équipements, objet de l'accord-cadre.

Le cas échéant, le représentant légal de l'établissement bénéficiaire informera le Titulaire de tout manquement grave, dûment constaté de son personnel d'intervention afin que celui-ci mette en œuvre les mesures pour pallier ces manquements.

d) Compte-rendu – Rapport d'intervention

Toute opération de maintenance préventive et curative sur le site de l'établissement donne lieu à l'établissement par le Titulaire d'un rapport d'intervention qui atteste que les opérations prévues dans le présent marché ont bien été effectuées.

A l'issue de chaque intervention, le technicien du Titulaire établira, par équipement, un rapport d'intervention complet, indiquant notamment en langue française :

- + L'objet de l'intervention,
- + La nature des anomalies constatées,
- + La nature du travail effectué,
- + La référence et la désignation des pièces changées.
- + Il comporte s'il y a lieu les observations telles que :
 - + Anomalies constatées,
 - + Usure de certains organes,
 - + Risques de détérioration,
 - + État du matériel après l'intervention,
 - + Intervention supplémentaire à réaliser, éventuellement toutes autres observations utiles.

Le rapport doit être signé contradictoirement par le représentant légal de l'établissement bénéficiaire ou son délégué présent et par le technicien du Titulaire de l'accord-cadre. Un exemplaire des documents sera laissé au signataire ou à la personne référente où est installé le matériel ou, en son absence, au responsable biomédical du site.

e) Maintenance en atelier

Si le Titulaire estime que certaines prestations ne peuvent être effectuées que dans ses usines ou ateliers, il en informe au préalable la personne référente où est installé le matériel ou, en son absence, le responsable biomédical du site afin que soient prises en temps utile les dispositions jugées nécessaires.

f) Durée des interventions

La durée des interventions de maintenance doit être aussi réduite que possible et ne pas excéder les délais maximum contractuels mentionnés par le Titulaire et acceptés par le pouvoir adjudicateur

Il est rappelé que le délai de rétablissement de base est fixé à 48h pour une panne dite « simple », si ce délai devait être dépassé, le titulaire du marché doit en informer l'établissement dans les meilleurs délais.

Elles devront être réalisées, sous la responsabilité et la supervision exclusives du Titulaire qui veillera à ne pas générer de perturbations ni de retards dans le fonctionnement de l'établissement bénéficiaire.

g) Programme d'exécution

Sur demande de l'une ou l'autre des parties, un programme d'exécution est établi en commun. Il peut fixer le délai et la durée des interventions.

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

14 - Echanges électroniques

Le GHBS se réserve la possibilité d'utiliser la voie dématérialisée pour les échanges ou pour la transmission de documents (avenants notamment) qui interviendront pendant l'exécution de l'accord-cadre.

15 – Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, toutes les pénalités prévues au marché sont appliquées au titulaire sur simple constat, sans qu'il ne soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable. Il appartient au titulaire d'apporter le cas échéant la preuve de l'existence d'un événement exonératoire de sa responsabilité justifiant la remise des pénalités.

Les pénalités décrites ci-dessous sont cumulables et nettes de taxes.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, les pénalités de l'article 23.1, 23.2, 23.3 sont plafonnées à un maximum de 20 % du montant de chaque bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 euros HT pour le bon de commande concerné.

Une fois le montant des pénalités déterminé, elles sont récupérées à la suite de l'émission, par l'adhérent, d'un titre de recette.

Les pénalités sont appliquées par chaque établissement bénéficiaire.

15.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, en cas de non-respect des délais contractuels, hors cas de force majeure au sens jurisprudentiel français ou accord préalable de l'établissement bénéficiaire, les pénalités contractuelles seront calculées de la manière suivante et sans mise en demeure préalable :

- 0,5% de la valeur HT (hors taxes) de la commande par jour calendaire de retard, toute journée entamée étant due.
- Le calendrier de référence est le calendrier d'installation convenu par les 2 parties.
- Les pénalités pour retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution est expiré.

15.2 - Pénalités de dépassement du délai maximal de correction de défaut pour une panne bloquante

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-FCS, en cas de non-respect du délai contractuel maximal de correction de défaut pour une panne bloquante, les pénalités contractuelles seront calculées de la manière suivante :

- 0,7% de la valeur HT (hors taxes) de référence par jour calendaire de retard, toute journée entamée étant due. La valeur de référence correspond au montant annuel du contrat de maintenance de l'équipement impacté.
- Les pénalités pour retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel maximal de correction de défaut pour panne bloquante est expiré.

Ces pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable par chaque établissement bénéficiaire.

15.3 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance

Le taux minimum contractuel de disponibilité exigé est de 98%. Le taux réel de disponibilité est désigné ci-après par T et est exprimé en %.

En cas de non-respect de cet objectif, et par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-FCS, des pénalités P seront appliquées selon le calcul suivant :

Modalités de calcul de T :

$$T = 100 \times [1 - (HA / (HA + HM))]$$

Dans laquelle : HA = Heures d'arrêt

HM = Heures de marche

Le taux de disponibilité tel que défini ci-dessus prend en compte toutes les heures d'arrêt toutes causes confondues, sauf les heures d'arrêt programmées pour maintenance préventive ou pour des opérations de mise à jour matérielle ou logicielle réalisées à la demande de l'établissement bénéficiaire.

Les heures d'arrêt sont comptées à partir de la demande d'intervention au titulaire et jusqu'à la résolution du problème et la remise de l'équipement en état de service régulier.

Le calcul du taux d'indisponibilité annuel s'effectuera au terme de chaque exercice en cumulé depuis le début de l'année civile.

La plage hebdomadaire de fonctionnement des équipements est de 12 h par jour, soit 60h du lundi au vendredi, en dehors de 10 jours fériés par an. Par conséquent, le nombre d'heures maximum de fonctionnement par an est :

$$HA + HM = (60 \times 52) - (10 \times 12) = 3000 \text{ heures/an.}$$

Dans ce cas, le nombre d'heures d'arrêt maximal permettant de respecter le taux minimum contractuel de disponibilité (98 %) est de 60 heures.

Dans le cas où le taux d'indisponibilité minimal contractuel ne serait pas respecté, donc au-delà de 60 heures d'arrêt annuel, la pénalité d'indisponibilité (P), exprimée en euros HT, est calculée de la façon suivante : 0.7% de la valeur HT du contrat annuel de maintenance tous risques de l'équipement impacté par heure manquante.

Les pannes bloquantes de 2 jours consécutifs ou plus donneront lieu à une application immédiate d'une pénalité correspondant à 0,7% de la valeur HT d'un contrat annuel de maintenance tout risque correspondant à l'équipement impacté, par jour d'arrêt. Ce temps d'arrêt ne sera pas inclus dans le calcul de l'indisponibilité annuelle.

Les pannes non bloquantes ou intermittentes, non résolues dans les 3 mois après la première demande d'intervention, seront comptées comme 3 heures d'indisponibilité totale dans le calcul de l'indisponibilité annuelle.

A noter que le Titulaire pourra réaliser la maintenance en dehors des horaires d'ouverture (ex : samedi-dimanche) sans aucun surcoût pour l'établissement à condition de respecter la réglementation en vigueur sur le droit du travail.

15.4 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

17 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

✚ Evolution de l'offre en cours d'exécution : portant notamment sur :

- Modification du système d'exploitation
- Evolution technologique
- Mise à jour du logiciel
- ✚ Remplacement de références : le remplacement de la référence, ponctuel ou permanent, devra se faire de manière générale à prix équivalent.
- ✚ Complément de gamme possible aux conditions cumulatives suivantes :
 - Equipement/produit conforme à l'objet du présent marché
 - Equipement/produit réponde aux spécifications techniques du CCTP
 - Que l'intégration de l'équipement/produit ne soit pas susceptible de bouleverser les conditions initiales de mise en concurrence.
- ✚ Ajout de références accessoires à l'équipement : sont de références accessoires à l'équipement les consommables, fournitures, prestations qui ne sont pas susceptibles d'être utilisés indépendamment de l'équipement. La nature et le volume de ces références ne doivent pas être de nature à remettre en cause les conditions de mise en concurrence.
- ✚ **Modification du montant maximum** : le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'augmenter le montant maximum annuel du marché suite à un changement de pratiques hospitalières, une évolution réglementaire ou à une augmentation des prestations qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir et ce dans la limite de 10% du montant annuel.

--- Ce réexamen fera l'objet d'une décision écrite du GHBS, sous forme d'avenant, et sera notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception, au titulaire du marché après signature des deux parties.--

18- Résiliation du contrat

18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Rennes est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

20 - Comptable assignataire

Le comptable assignataire chargé des paiements :

TRESORERIE HOSPITALIERE OUEST MORBIHAN

1 RUE DES CAPUCINES

CS 80131

56704 HENNEBONT CEDEX

21 – Dérogations

- L'article 11.1 du CCAP déroge aux articles 28 et 30 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.2 du CCAP déroge à l'article 28 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.2 du CCAP déroge à l'article 14.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.3 du CCAP déroge à l'article 14.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 19.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

S. GRUEL, Responsable Achats et Cellule Marchés de
Territoire

Lu et approuvé (signature)